

TIZI-OUZOU

Opérations de nettoyage de la ville

Quelque 666 tonnes de déchets ont été collectées lors de deux opérations de volontariat pour le nettoyage de la ville de Tizi-Ouzou, selon la cellule de communication de la wilaya.

Les deux opérations initiées par la wilaya et organisée les 22 et 29 du mois d'octobre ont ciblé les points noirs de la commune de Tizi-Ouzou.

Elles ont permis de récupérer une quantité totale de 666 tonnes de déchets dont 486 lors de la journée du 22 octobre et 180 tonnes hier samedi.

Cette opération de volontariat, qui a pour but de préserver l'hygiène du milieu, a mobilisé 1.860 bénévoles (750 le 22 octobre et 810 lors de la journée du 29) et un total de 166 engins, a-t-on ajouté.

Les différentes directions techniques de la wilaya (travaux publics, ressources en eau, jeunesse et sports...), la direction locale de l'Office national d'assainissement, l'Etablissement public à caractère industriel et commercial de collecte de déchets ménagers (Epic Codem), les services de la commune du chef-lieu, de wilaya, et le mouvement associatif ont pris part à cette action.

D'autres opérations similaires seront organisées régulièrement pour la prise en charge de l'environnement à travers le territoire de la wilaya, a indiqué, à l'APS, le chargé de communication de la wilaya, Mokrane Aouiche.

MASCARA

Oued El Abtal fait le point sur l'eau, le gaz et la voirie

Abid Djebbar

Une réunion de coordination a été tenue lundi soir à la daïra d'Oued El Abtal, regroupant le chef de daïra, Thameur Belahrech, les directeurs de la Sonelgaz, de la DUCH, de l'ADE et de l'ONA et les maires des trois communes de la daïra, à savoir Oued El Abtal, Aïn Farrah et Sidi Abdeldjebbar. Le premier point de la réunion a été l'approvisionnement en eau potable car la région est confrontée à une insuffisance en eau. Les services de l'hydraulique insistent sur la nécessité de renforcer le réseau d'AEP par l'ouverture d'autres puits à Kalouch et près de Sidi Abdeldjebbar en attendant l'éventuel apport du MAO (Mostagnem-Arzew-Oran). Le second volet est lié au retard du projet de raccordement des foyers au gaz de ville dans les trois communes. Le directeur de la Sonelgaz a donné des éclaircissements sur ce sujet en fustigeant la défaillance de certaines entreprises qui n'honorent pas leurs contrats. Il annoncera que celles-ci seront remplacées par d'autres pour achever ce qui reste des travaux. Le troisième volet a été consacré à la voirie. L'accent a été mis sur la nécessité du bitumage provisoire des chemins des cités de la ville de Oued El Abtal qui connaissent des travaux d'assainissement surtout en cette période hivernale. Les représentants de la société civile qui ont assisté à cette réunion ont mis le doigt sur certains points noirs.

AÏN-TEMOUCHENT

Plus de 200 forages autorisés

Mohamed Bensafi

Le nombre est passé de 45 puits en 2010 à 206 en 2016. Les forages ont été réalisés à la faveur des programmes de développement intégré destinés à l'irrigation agricole et à l'abreuvement du bétail. L'on sait qu'un objectif de 1.120.000 ha irrigués est visé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, dont au moins 10.000 à l'horizon 2019 pour la wilaya d'Aïn-Temouchent, qui en compte aujourd'hui quelque 7.000. Aïn-Temouchent compte aussi parmi les wilayas qui ne disposent pas de grands barrages d'eau, le recours aux puits de forage d'eau est admis en vue de combler le déficit de pluviométrie constaté durant ces dernières années. Les demandes de forages sont examinées par la commission ad hoc de

la wilaya, composée de représentants de l'hydraulique, de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'ABH et de l'ANB. S'insérant dans le cadre du programme spécifique de l'économie de l'eau élaboré par le MADR en matière de renouveau agricole et rural, cet objectif exige un effort particulier de la part de l'ensemble des intervenants du secteur. Il nécessite, essentiellement, la mise en place d'équipements économiseurs d'eau soit par aspersion (goutte-à-goutte), irrigation localisée ou la réduction de 50 % de l'irrigation gravitaire.

Les responsables de la DSA encouragent les agriculteurs à exploiter les ressources en eau disponibles pour l'irrigation des céréales avec le recours au programme de soutien de l'État. L'État finance les équipements d'irrigation d'appoint par le biais de l'Office na-

tional d'irrigation et de drainage (ONID) aux périmètres irrigués. Enfin, dans le domaine des ressources en eau, trois retenues collinaires ont été programmées pour être réalisées dans la wilaya d'Aïn-Temouchent au titre du quinquennal 2014-2019.

Ces futurs ouvrages, totalisant une capacité de 8,5 millions de m³, contribueront à l'amélioration de l'irrigation des terres, laquelle ne concerne actuellement qu'une mince partie de la superficie agricole utile (SAU). Des capacités d'eau utiles auxquelles il faudra ajouter plus tard 1,6 million d'unités qu'apportera le barrage en projet d'Oued Besbès, dans la commune de Sidi Boumedienne, en cours de réalisation, et Sidi Besbès et Sidi Ghassoul qui, à lui seul, peut recevoir jusqu'à 1,9 million de m³ d'eaux pluviales.

BENI MAOUCHE Projets prévus dans les PCD 2015 et 2016

Un taux de réalisation de 85%

Un vaste territoire de 95 km² pour une population de 25.000 habitants, Beni Maouche compte en tout 28 villages. A l'instar de beaucoup de communes de la wilaya de Béjaïa, cette commune, et en l'absence de ressources communales, ne se développe qu'avec les subventions que lui alloue l'Etat. Chaque année elle reçoit, donc, une subvention dans le cadre du plan de développement communal qu'elle répartit en projets. Des projets qu'elle réalise avec célérité, respectant les délais convenus. Lors de notre passage dans cette commune, nous avons rencontré, au siège de l'APC, Labdouci Mokrane, l'un des vices présidents, qui a bien voulu nous parler de cette rapidité dans la réalisation des projets. «Nous sommes parmi les premières communes de la wilaya de Béjaïa à réaliser nos projets dans les délais impartis. Pour preuve tangible, la réalisation des projets rentrant dans le cadre des PCD 2015 et 2016 ont atteint au d'aujourd'hui un taux d'avancement de l'ordre de 85% sur les plans

physique et financier. Ces projets relèvent des secteurs névralgiques tels que l'AEP, les travaux publics et le bâtiment. Pour ne pas rester les bras croisés et pénaliser notre commune, nous sollicitons le wali de Béjaïa pour l'octroi d'une enveloppe budgétaire complémentaire, afin de pouvoir continuer à réaliser le programme de développement que nous avons tracé. Notre commune traîne un déficit en matière de création d'infrastructures de bases à même de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations», a déclaré notre interlocuteur qui a, également, fait savoir que plusieurs fiches techniques ont été élaborées, suivant les besoins exprimés par les populations, et adressées à la wilaya pour ratification, mais malheureusement elles ne sont toujours pas prises en charge. Il a cité le cas des routes de quelques villages qui n'ont jamais connu d'aménagement, des réseaux d'assainissement, où seuls 50% ont été réalisés dans toute la commune, alors que la demande va crescendo avec les

nouvelles constructions que réalisent les citoyens dans le cadre du FONAL. Il a souligné aussi le manque en eau potable. En effet, selon notre interlocuteur, l'eau est distribuée une fois par semaine, et ce, durant 3 à 4 heures seulement. Il a informé que le projet de raccordement de la commune de Béni Maouche à l'eau du barrage de Tuchy Haft, à partir du grand château de Benidjaâd, situé à quelques 10 kms du chef lieu, est officialisé, mais il regrette et s'insurge contre le retard dans la réalisation qu'accuse ce projet à cause des procédures administratives qui l'entravent. Cette bureaucratie pénalise bien évidemment les citoyens. Notre interlocuteur reconnaît, néanmoins, les efforts des pouvoirs publics qui ont accordé certains projets d'envergure à leur commune tels que le lycée de type 800/200 opérationnel cette année, le complexe sportif de proximité qui ouvrira ses portes incessamment, le marché proximité et la station urbaine des bus de transport des voyageurs.

L. Beddar.

AMÉNAGEMENT URBAIN À NAÂMA Des projets pour remédier aux contraintes

DES projets seront lancés en urgence pour prendre en charge les contraintes d'aménagement urbain rencontrées par la cité Mouileh de la ville d'Aïn-Sefra, wilaya de Naâma, selon les services de la wilaya.

Cette décision de concrétisation de ces projets, retenus au titre des programmes de développement de l'année en cours, a été prise à l'issue de la rencontre ayant regroupé dimanche le wali, Abdelhamid Ghazi, avec les représentants des protestataires de cette cité ayant

observé la veille un sit-in à l'entrée de la ville d'Aïn-Sefra pour soulever leurs préoccupations.

Accompagné des responsables de certains secteurs d'activités, le wali s'est engagé à trouver les solutions aux questions soulevées, liées notamment à l'aménagement des routes, la viabilisation des ruelles, la réalisation des trottoirs ainsi que l'alimentation régulière en eau potable. Il a été décidé lors de cette réunion l'organisation de campagnes de nettoyage

par la mobilisation des moyens matériels nécessaires, la lutte contre les dépotoirs anarchiques, le levage des ordures du lit de l'oued traversant la cité, en plus de l'intensification de la prévention et la dynamisation des missions du bureau d'hygiène de la commune pour lutter contre les foyers de maladies, dont la leishmaniose et l'envénimation scorpionique.

Les autorités locales ont également exprimé leur disposition à solutionner et prendre en

charge les préoccupations des habitants de la cité Mouileh, afférentes au retard accusé dans le lancement de certaines opérations de développement, dont l'aménagement des ruelles, faisant l'objet d'une étude technique au niveau de la direction de la construction et de l'urbanisme et de la commune.

Un groupe d'une vingtaine de protestataires de la cité Mouileh, posté sur la RN6, s'est dispersé à la suite de cette rencontre.

LUTTE CONTRE LES BRANCHEMENTS ILLICITES D'EAU

Vaste opération... d'“assainissement” à Alger

À compter de lundi prochain, la Direction des ressources en eau d'Alger (Drea) lancera une vaste opération de lutte contre les branchements illégitimes sur tout le territoire de la wilaya.

La Drea vient d'installer, pour ce faire, un comité qui aura pour, entre autres missions, l'élimination de tous les piquages illégitimes à travers l'ensemble des quartiers et communes relevant du Grand Alger. Ce groupe de travail est composé des éléments de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal), des collectivités locales et des services de sécurité qui accompagneront les agents dans l'exécution de cette action d'envergure.

Celle-ci consiste à couper l'alimentation en eau potable (AEP) à ces habitants fraudeurs. Dans une première phase, ces équipes s'attaqueront aux propriétaires d'usines, de poulaillers, de stations de lavage et autres installations qui ont piqué de manière frauduleuse l'eau depuis un réseau d'AEP. *“Il est inadmissible qu'un aviculteur vende le poulet à plus de 250 DA le kilogramme tout en utilisant l'eau pour son élevage gratuitement”*, déplore M. Smaïl Amirouche, directeur des ressources en eau d'Alger, non sans un brin d'iro-



Les branchements illégitimes, une pratique courante.

nie au cours d'une rencontre organisée hier par la Seaal. Quant aux bidonvilles et aux quartiers en développement où s'effectuent 99% des raccordements clandestins, ils seront “assainis” progressivement, estime le DRE. M. Amirouche affirme que la Seaal et l'Algérienne des eaux (ADE) ne sont que deux gestionnaires. Autrement dit, le problème concerne surtout les collectivités locales qui

doivent, avoue-t-il, s'impliquer davantage dans son règlement. L'autre problématique à laquelle est confrontée la Seaal, voire la Drea, a trait aux fuites sur le réseau.

Ce sont des pertes que les cadres de la Seaal appellent “eaux non facturées”. Il s'agit d'un manque à gagner évalué chaque année à 1,5 milliard de dinars, par cette entreprise. En 2015, le volume de ces pertes a atteint

15 millions m³, indique un responsable français de la Seaal. Pour cela, un programme ambitieux a été arrêté pour récupérer en stock quelque 65 millions m³ d'ici au 31 août 2018. Plus de 42 millions m³ émaneraient des pertes physiques (fuites) et 23 millions m³ des pertes commerciales (facturation et paiement). Afin de réduire les pertes physiques, Seaal a axé ses efforts sur la recherche des fuites, la réduction des délais de réparation, l'éradication des débordements de réservoirs, la régulation et la modulation de pression ainsi que la rénovation ciblée des ouvrages et du réseau obsolètes.

Pour le volet commercial, les actions visent en premier lieu la juste comptabilisation des consommations, grâce au remplacement des compteurs détériorés des clients domestiques dont le nombre a avoisiné les 600 000 unités depuis 2006 et le recalibrage et le remplacement des gros compteurs.

Dans le cadre de ce projet, la Seaal envisage de déployer des compteurs généraux pour les cas de consommation collective, tels le nettoyage

des cages d'escalier des immeubles, l'arrosage des jardins publics... Les nouvelles technologies seront utilisées pour connaître les consommateurs illégitimes, améliorer la recherche des fuites pour arriver à les diagnostiquer en 24 heures et les réparer le lendemain.

En moyenne la Seaal enregistre au quotidien, 87 nouvelles fuites. Les services de cette société font face à une autre contrainte.

Ils effectuent des réparations sur un ancien réseau et éliminent de ce fait les fuites mais celles-ci apparaissent sur de nouvelles canalisations ! Ce qui signifie que le travail accompli, notamment par les sous-traitants, est à revoir. *“La plupart des fuites surgissent sur le réseau vétuste”*, précise un cadre de cette entreprise. Par ailleurs, la dégradation de la qualité de l'eau signalée au début du mois d'octobre était due, expliquent les dirigeants de la Seaal, à l'eau qui restait dans les barrages qui ont connu une baisse de niveau considérable ces derniers mois.

B. K.

LA PLUIE ENFIN DE RETOUR

Le spectre de la sécheresse s'éloigne

Voilà qui devrait être une bonne nouvelle, la pluie est enfin de retour !

Une pluie fine s'est abattue sans interruption durant toute la matinée de lundi et ce, au grand soulagement de la population et des agriculteurs en particulier angoissés car la persistance du beau temps a laissé planer un climat d'appréhension quant au risque de sécheresse.

PAR IDIR AMMOUR

Pis encore, la saison agricole se présente mal et un climat de pessimisme s'installe parmi les fellahs qui prévoient déjà une "saison catastrophique". Cependant, rien n'est encore perdu avec l'arrivée, bien que légèrement tardive, de ces abondantes pluies qui suffiront largement aux laboureurs et se mettre immédiatement au travail pour rattraper le temps perdu. L'autre inquiétude est celle de l'approvisionnement en eau. La distribution d'eau connaît des perturbations depuis des semaines. La cause est tout simplement que nos barrages d'eaux se vident. Le taux d'emmagasinement de ces barrages a chuté à des seuils alarmants. Et cette situation peut engendrer une autre crise. Car selon les experts en hydraulique "ces ouvrages hydrauliques courent, en effet, un grand risque en cas de l'épuisement total de leurs ressources en eau en raison de l'importance du taux d'envasement. Si les barrages sont à sec, les grandes quantités de vase vont se dessécher et pourraient, à moyen terme, être à l'origine d'une instabilité du terrain". Donc, tout est encore permis, l'inquiétude est défini-



tivement écartée par ces chutes de pluie qui éloignent le spectre d'une baisse des débits des ressources hydriques exploitées dans l'AEP, avec les nappes phréatiques renflouées et qui retrouveront leur niveau.

Cela en parallèle au tissu végétal copieusement arrosé qui reprendra d'ores et déjà des formes et des couleurs. D'autant plus que cette année, il n'a pas été épargné par les incendies en série qui

ont sévi depuis le début de la saison estivale. Jusqu'à la récolte d'olives qui est arrivée à sa phase de pleine maturité et qui tirerait grand profit de ces pluies. Il suffirait encore de quelques pluies pour assister à une transformation radicale des surfaces restées jusque-là nues en raison du retard de la poussée des herbes précoces de l'automne. De l'autre côté, la pluie n'est pas toujours synonyme de régénérescence et de vie, du moins pour certains.

Car le mauvais temps crée la pagaille dans les quartiers et sur nos routes. Regards bouchés, et dans tous leurs états, étangs d'eau qui inondent carrément la chaussée reviennent, chaque année durant l'automne, pour nous replonger dans des scènes classées dans la catégorie "sinistré". En effet, le constat est partout le même dans nos villes, qui semblent vivre mal cette période de transition, entre l'été et l'hiver. Les dégâts et les désagréments causés aux familles occupant des habitations précaires, situées, de surcroît, dans des zones caractérisées par la fragilité de leur sol, hantent les esprits des uns et des autres, qui craignent le pire.

I. A.

ALGER

Des renforts pour l'eau potable

Le directeur de l'hydraulique de la wilaya d'Alger, Smaïl Amirouche, a affirmé dimanche à Alger que 10 forages seraient réalisés dans le bassin de la Mitidja, en prévision de l'été prochain, pour éviter les coupures répétées d'eau à Alger. A l'été 2016, certains quartiers de la capitale ont connu des perturbations dans la distribution de l'eau potable, notamment durant l'Aïd El-Fitr, en raison de la hausse de la demande sur cette matière vitale en été, a précisé M. Amirouche dans une déclaration à l'APS. Plusieurs mesures ont été prises en prévision de l'été 2017 dont la réalisation de 10 forages dans le bassin de la Mitidja, a-t-il dit. Ces forages, d'une capacité de 15.000 m³/jour, sont à même d'assurer une plus grande quantité d'eau aux habi-

tants d'Alger, a-t-il précisé.

Parmi les mesures prises pour éviter les coupures d'eau, il a cité la rénovation des stations de pompage de Garidi, d'El Roustoumia et de Dély Brahim afin d'assurer l'approvisionnement en eau potable aux habitants d'Alger, a indiqué le responsable.

«La wilaya d'Alger a lancé une large opération pour réparer les fuites d'eau», a-t-il indiqué, soulignant que «ces fuites constituent une véritable ressource en eau pour le pays et leur réparation est autant indispensable que la réalisation de ces forages».

L'Algérie recèle plusieurs ressources importantes pour l'approvisionnement en eau potable dont les nappes phréatiques, les eaux en surface provenant des barrages et l'eau de mer dessalée.

RESSOURCES HYDRIQUES

L'impératif de la MAÎTRISE de la gestion

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali a souligné, à Chlef, l'impératif de la maîtrise de la gestion technique des stations de dessalement d'eau de mer et de pompage des eaux, afin de garantir la préservation des acquis de la wilaya en matière de ressource hydrique.

"La garantie de l'alimentation de la wilaya en eau potable et eau dessalée passe par la maîtrise des équipements techniques et de la technologie", a assuré le ministre à la faveur d'une visite de travail dans la wilaya, estimant que l'Algérie est en phase de devenir leader en la matière, en disposant de 11 stations de dessalement d'eau de mer. Par ailleurs, M. Ouali a souligné le renforcement du secteur de l'eau dans la wilaya, par de nombreux acquis, au titre du programme présidentiel, dont la Station de pompage



des eaux de Ténès. "Le projet de la station de dessalement d'eau de mer de Béni Haoua est un autre acquis de dimension socioéconomique, visant la garantie de l'eau potable au citoyen, tout en participant à la diversification des revenus de l'économie nationale, par l'exploitation des eaux dessalées dans le secteur agricole" a, encore, estimé le mi-

nistre. Le projet vise le remplacement d'un volume de 50.000 m³ d'eau (en provenance de barrages et puits) utilisé dans l'irrigation agricole, par des eaux dessalées, dans un objectif d'exploiter cette eau dans l'alimentation des citoyens en eau potable. M. Ouali n'a pas manqué d'insister sur l'impératif de lutte contre les raccords illicites et les vols d'eau, en vue d'une meilleure exploitation de cette ressource vitale, tout en plaidant, en outre, pour la fédération des efforts en la matière entre les autorités locales et l'algérienne des eaux (ADE). L'opportunité a donné lieu à la mise en exploitation d'un réseau d'irrigation d'un périmètre agricole de 1.500 ha à El Karimia, outre une visite du projet du Centre d'enfouissement technique (CET) de la commune d'Oum Drou, et du Parc urbain de la ville de Chlef.

فضاء مفتوح للزبائن والإعلام «توب سيال» يعالج مشكل انقطاع التزود بمياه الشرب مليار و 200 ألف دينار كلفة الاستعمال الموازي للمياه تسجلها «سيال»

لـ «الشعب»، عن فتح تحقيق على مستوى الجزائر العاصمة ككل لمعرفة الأسباب التي تقف وراء انقطاع المياه والتدبذبات المسجلة لاسيما يومي العيد خاصة بالمنطقة الغربية، حيث ستكون هناك متابعة دقيقة و ميدانية من خلال التقرب مباشرة إلى المواطن ليتم اتخاذ الإجراءات اللازمة و في الوقت المناسب .

وحسب نصلا ستكون التدخلات بناء على معرفة الأسباب التقنية التي تقف وراء هذه الانقطاعات التي قد تكون فردية أحيانا فيما قد تمس القناة الرئيسية لحي ما، مشيرا إلى تفعيل أكبر للرقم الأخضر لـ «سيال» واستعماله من طرف المواطن لتلقي شكاويه وتحديد عنوانه لتحديد التدخل اللازم، ومن ثم ستكون هناك متابعة ميدانية .

وفيما تعلق بمعالجة التسربات، قال مدير سلطة الضبط إن تعليمات وزير الموارد المائية و البيئة كانت واضحة بهذا الخصوص، حيث شبه أي

تسرب بمثابة حريق مهول يتوجب التدخل العاجل من طرف الفرق التقنية لـ «سيال» لمعالجته و هذا بالنظر لأهمية الثروة المائية بالنسبة لبلادنا التي تنتمي للمنطقة الجافة والحفاظ عليها من الضياع والتبذير بحسن التسيير .

وتمن نصلا اللقاء الحوارية «توب سيال»، حيث اعتبره مبادرة جيدة تدخل في إطار عصنة التسيير والتي تستوجب أن تكون دورية لتبادل التجارب والأراء و الأفكار بكل شفافية خاصة بحضور وسائل الإعلام التي تعتبر شريكا فاعلا ما أضفى الشفافية على اللقاء، داعيا إلى تعميم التجربة على مختلف المؤسسات على المستوى الوطني لتحسين الخدمة العمومية للماء.

الشبكة لضمان الاستمرارية في الخدمة، وسيتم العمل بأقصى طاقة للتخفيف من حدة التبذير والانقطاعات .

وأوضح جون مارك أن الاستعمال الموازي للمياه بما فيها التبذير يمثل ما نسبته 10 إلى 15 بالمائة، ويكلف المؤسسة مليار و 100 ألف دج في العام، وهي نقطة لابد من التوقف عندها جيدا والعمل على معالجتها .

بدورها قالت شافية عبيد مديرة الاتصال و التنمية المستدامة على مستوى شركة المياه والصرف الصحي للجزائر لـ «الشعب»، أن هذا اللقاء «توب سيال» يمثل فضاء حواريا مفتوحا و شفافا، متعدد الأطراف منها الفاعلة والمعنية بداية من الزبون إلى جمعية حماية المستهلك، سونغاز و مدير الموارد المائية لولاية الجزائر، بالإضافة إلى إشراك الصحفيين بصفتهم فاعلا رئيسيا في تدوير المعلومة.

وحسب عبيد يعد هذا اللقاء الأول من نوعه على مستوى مؤسسة عمومية، يهدف إلى إرساء قواعد حوار بناء على أساس الاحترام المتبادل بين المرفق العمومي و الزبون، مشيرة إلى أن تعبئة الموارد البشرية يبقى عاملا أساسيا للرقى إلى مستوى تطلعات الزبون، ولهذا تم إعادة النظر في بعض الأمور للمحافظة على المورد المائي والتحكم فيه في الميدان.

سلطة الضبط: تعليمات صارمة للتعامل بحزم مع التسربات

من جهته كشف مدير سلطة الضبط على مستوى وزارة الموارد المائية و البيئة إبراهيم نصلا في تصريح

أول مرة نظمت شركة المياه والصرف الصحي للجزائر «سيال»، أمس، لقاء حواريا مباشرا ضم 360 إطارا ساميا، تعاقب من خلاله مديروها المسيرين على التوالي بمشاركة المجتمع المدني و ممثلين عن وسائل الإعلام في مقدمتهم «الشعب»، حيث تم التطرق إلى محورين هامين منس الإجراءت الاستراتيجية في إطار «خطة طوارئ للتطبيقات»، تنفيذًا لتعليمات وزير الموارد المائية و البيئة، و التزود بمياه الشرب بغرب العاصمة.

سعاد بوعبوش

في هذا الإطار قال جون مارك يان الرئيس المدير العام لشركة «سيال» في تصريح للصحافة، إن هذا اللقاء المنظم بقصر الثقافة مفدي زكريا، تقوم به المؤسسة مرتين كل سنة، و تم خلاله التركيز حول إيجاد الحلول الملموسة المحتملة على المدى القصير والمتوسط للتحسين المستدام للحصول على المياه وتعزيز المكاسب المحققة في توفير هذه الخدمة العامة.

وأشار جون مارك إلى أن سيال قامت بجهود كبيرة طوال 10 سنوات وحققت تطورا كبيرا ، واليوم هي تهدف إلى إعادة النظر في سياستها واستراتيجيتها بهدف تحقيق النجاعة من خلال التطرق لعدة مواضيع هامة انطلاقا من انشغالات المواطن لاسيما ما تعلق بالتسربات، الربط غير الشرعي و تطوير نوعية الخدمة العمومية المقدمة بصورة شاملة .

وفيما تعلق بالاستراتيجية المستقبلية المسطرة للعامين المقبلين، قال الرئيس المدير العام لـ «سيال» الشركة تعتمزم الأخذ بعين الاعتبار الأحوال الجوية والجيواستراتيجية، و تركيز الجهود على تعزيز فعالية

JEAN-LOUIS CHAUSSADE À LA TRIBUNE.FR :

«Ce sera la COP de l'Afrique et de l'eau»

Le président de Suez Environnement sera à Marrakech pour la COP22, pour montrer l'engagement des entreprises en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique et plaider à nouveau pour que soit fixé un prix au carbone. Surtout, Jean-Louis Chaussade espère que des investissements massifs seront dirigés vers l'Afrique pour l'aider dans sa transition avec trois enjeux : l'eau, l'énergie et l'agriculture.

Propos recueillis par

Philippe Mabillet et Dominique Piatot

LA TRIBUNE : Qu'attendez-vous de la COP22 qui va ouvrir à Marrakech ? Après le succès de l'accord de Paris à la COP21, le soufflé est un peu retombé, non ?

JEAN-LOUIS CHAUSSADE : Pour la COP22, j'ai trois convictions, que je résume avec un «triple A». Ce sera la COP de l'Afrique car elle est organisée au Maroc, et que l'Afrique est une partie prenante essentielle de l'accord de Paris sur la limitation du réchauffement. Ce sera la COP de l'adaptation, pour passer des intentions de la COP21 aux réalisations concrètes. Et enfin, ce sera la COP de l'agriculture parce qu'il va falloir trouver des solutions pour nourrir les 2 milliards d'habitants d'un continent dont la population va doubler d'ici à la fin du siècle. Et j'ai trois espoirs. Le premier, c'est que l'on parle enfin à l'échelle internationale du prix du carbone. C'est l'enjeu principal pour que les entreprises, les états et les citoyens consommateurs passent à la vitesse supérieure sur la transition énergétique. Le deuxième, après la COP21



Photo: DR

de Paris sur le climat, c'est que cette COP22 soit «la COP de l'eau». La quasi-totalité des contributions faites par les 196 pays participant à la COP21 mentionnaient l'eau. Soit l'élévation du niveau des mers et des océans, soit l'accès à l'eau et le risque à venir de conflits à ce sujet. Trop d'eau ou pas assez, le sujet est central, mais la prise de conscience est encore insuffisante. Il faut savoir que 40% de la population mondiale vivront dans des zones de sécheresse dans les années 2030-2050. Et que plus de 60% des populations concernées habiteront dans de grandes villes. Enfin, troisième espoir, il faut que l'on se mette d'accord pour cibler vers l'Afrique la majorité de l'enveloppe de 100 milliards de dollars décidée en 2009 à Copenhague. Car si le

décollage en cours de la croissance africaine ne se fonde pas sur le développement massif et accéléré des énergies renouvelables, il sera impossible de tenir l'objectif des 2°C fixé à la COP21. Le Maroc donne le bon exemple, mais il faut aller plus vite. Si rien ne se passe, nous risquons de voir s'intensifier les phénomènes de migration vers l'Europe. Notre chance, c'est que le développement de l'Afrique est bien parti et que la transition écologique peut permettre de créer les millions d'emplois dont le continent aura besoin : dans le traitement de l'eau et des déchets ainsi que dans la production d'électricité renouvelable notamment.

Quelle est pour vous la première des priorités ?

Je dirais qu'avant même l'électricité ou l'eau, c'est

l'agriculture, parce qu'elle doit nourrir les 2 milliards d'Africains à venir.

Et la solution, ce sont les OGM ?

C'est un sujet complexe. Pour nourrir une planète avec 9 milliards d'habitants, il faudrait augmenter de 60% la production agricole. C'est impossible si les terres arables diminuent de 30% dans le même temps comme c'est prévisible sous l'effet du réchauffement climatique et de l'urbanisation. Donc, pourquoi s'interdire les OGM en soi. Tous les OGM ne sont pas bons, mais tous les OGM ne sont pas mauvais. C'est un sujet sur lequel il faut poser des règles. Mais pour nourrir la planète, la science sera la seule solution, car la nature ne pourra pas seule faire en cinquante ans ce qu'elle a réalisé en deux mille ans d'évolution de la productivité agricole. En revanche, ce qui pose question, c'est le fait que les semences soient brevetées et détenues par une ou deux entreprises multinationales.

Comment s'assurer que la promesse des 100 milliards se concrétisera ?

100 milliards de dollars, c'est à la fois beaucoup et beaucoup trop peu au regard de l'épargne mondiale. Il faut organiser le fléchage de tous les investissements. J'espère que ce sera l'une des avancées de Marrakech.

Concernant le prix du carbone, il y a des blocages politiques. Comment procéder ?

Le prix du CO2, tout le monde en parle, les ONG, les villes, les entreprises... mais pas les états. Or c'est ce qui permettra d'accélérer la vitesse de la transition. Il faudra passer par des étapes successives. Ce prix ne pourra pas être identique dans le monde

entier. Il faut une feuille de route et commencer à fixer des prix, avant de les relever progressivement.

Vous êtes un leader mondial de l'économie circulaire, spécialisé dans l'eau et les déchets. Comment voyez-vous l'avenir de ces activités à l'ère d'évolutions numériques et écologiques ?

Nos métiers traversent deux révolutions : celle du digital, avec l'explosion de l'Internet des objets (IoT) ; et celle des ressources, de plus en plus rares. Cela transforme totalement notre business model. L'eau ne sera bien sûr jamais digitale, mais tous les services et tous les métiers qui permettent de la distribuer sont concernés, ce qui déplace la valeur. C'est la même chose pour les déchets, qui deviennent une matière première.

La plus grande transformation en cours est celle du temps réel. On entre dans un monde nouveau, où grâce aux capteurs, à l'IoT et à l'intelligence artificielle, on peut traiter les mégadonnées en continu. Cela permet d'inventer de nouveaux services et d'économiser des ressources vitales. S'agissant de l'eau, tout va tourner autour de la question des technologies. Avec des capteurs, pour suivre la consommation en temps réel et repérer les fuites sur le réseau, on va apprendre à ne pas gaspiller cette ressource essentielle pour l'homme sur terre. Pour prendre la mesure mondiale de l'urgence et des menaces, un chiffre frappera les esprits : de l'année 1900 à 2030, la ressource disponible annuelle en eau par personne sera passée de 15 000 à 3 000 m³. La tendance est donc très inquiétante. Je rappelle que l'état de sécheresse commence à 1 800 m³ par personne et par an et qu'en dessous de 1 000 m³, c'est le stress hydrique. Or, la Jordanie est déjà tombée à 150 m³...

Dessinez-nous en quelques mots la ville durable de demain ?

Ce sera une ville «circulaire», productrice de ses ressources et une ville pilotée par les flux.

A l'image de l'être humain, c'est la fluidité de la circulation des informations qui comptera le plus. Contrairement à une idée reçue, l'espérance de vie est plus longue pour les habitants des grandes villes que pour ceux des petites. Le niveau de vie plus élevé, la présence et la qualité des services publics, sont des atouts dans le monde urbanisé de demain.

P. M. et D. P.
In latribune.fr

COP22
Window on
Marrakech2016
 المملكة المغربية
 +08HΛΞΤ Ι ΚΕΥΟΣΘ
ROYAUME DU MAROC
KINGDOM OF MOROCCO

Photo: DR